

Les transferts monétaires comme modalité pour répondre aux besoins et aux priorités des PDI

Perceptions des PDI et des acteurs de la réponse humanitaire dans les sites de la ZMPAP

Février 2025 | Haïti

Messages clés

- En vue d'une forte **volonté d'autonomie durable** par les personnes déplacées internes (PDI) consultées dans les sites, l'aide financière peut faciliter des solutions adaptées, telles que la relocalisation ou le développement d'activités génératrices de revenus, offrant ainsi aux bénéficiaires **une plus grande liberté dans l'utilisation de l'aide**.
- Les transferts monétaires sont privilégiés par les PDI notamment pour les aider à **développer des activités commerciales** tout en constituant un moyen de subvenir à leurs besoins de base, tels que l'éducation de leurs enfants, et l'accès à un logement hors site.
- Malgré l'**efficacité** perçue des transferts monétaires, l'**insuffisance** des montants reçus par rapport aux dépenses nécessaires pour l'achat de biens et la relocalisation ainsi que des préoccupations sur l'**inclusivité, la redevabilité et la sécurité de l'assistance**, ont été soulignées par les PDI et les acteurs humanitaires consultés.

CONTEXTE

L'année 2024 a été marquée par des violences particulièrement prononcées au niveau de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) menant à une forte augmentation dans le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) dans le pays.

La Matrice de suivi des déplacements (DTM), a identifié la présence de 1 014 229 PDI en Haïti en décembre 2024. Un quart de ces PDI (25%) sont situés dans la ZMPAP; parmi ceux-là, 65% habitaient dans des sites.¹ Entre septembre (Round 8) et décembre 2024 (Round 9), la ZMPAP a vu une augmentation de 51% du nombre de PDI.² Des attaques de groupes armés dans la ZMPAP ont entraîné le déplacement de près de 41 000 personnes entre le 11 et 20 novembre 2024.³ Souvent, les personnes déplacées par la violence se retrouvent dans des sites spontanés, incluant les écoles et les espaces non couverts.⁴

[L'étude qualitative menée par REACH](#) dans deux sites de déplacés dans la ZMPAP a relevé des conditions précaires, marquées par des risques de protection ainsi qu'un manque d'infrastructures adaptées aux besoins d'abris

et d'hygiène. Les entretiens auprès des PDI et des acteurs impliqués dans la réponse ont été menés sur deux sites aux profils différents entre octobre et décembre 2024. Cette étude doit être considérée comme **indicative** en raison de sa nature qualitative.

Ce brief vise à informer la communauté humanitaire, et plus spécifiquement le Cluster de Coordination et de Gestion des Camps (CCCCM) et le Cash Working Group (CWG), sur les perceptions des PDI et des acteurs impliqués concernant l'appui que l'aide financière apporte aux besoins et aux priorités des PDI. Ces résultats sont contextualisés grâce à des citations directement tirées des entretiens qualitatifs, ainsi que des données secondaires provenant de l'évaluation des besoins multisectoriels des ménages déplacés internes et de leurs communautés hôtes dans la ZMPAP, conduite par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), et de [l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés \(ICSM\) conduite par REACH](#).

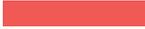
Les transferts monétaires comme soutien au renforcement de la résilience

Presque tous les PDI, notamment toutes les cheffes de ménage, ont rapporté une préférence pour l'aide financière comme modalité de réception de l'assistance. En effet, selon l'évaluation multisectorielle de l'OIM, **85 % et 78 %^a des ménages déplacés en site ont rapporté respectivement l'argent en espèce et l'argent mobile comme modalités d'assistance préférées**. L'assistance financière est la principale modalité préférée par les PDI en site, suivie par l'assistance en nourriture (45 %), en construction d'infrastructures (9%), en nature (6%) et en services (6%).⁵ L'aide financière est généralement perçue par les PDI consultées dans l'étude qualitative comme plus durable que l'assistance en nature, **ce qui démontre une perception selon laquelle l'assistance financière permet de devenir moins dépendant de l'assistance humanitaire**. Selon les témoignages des informateurs clés (IC) ainsi que des PDI, l'aide financière est également favorisée parce qu'elle permet aux PDI de **choisir eux-mêmes comment répondre à leurs besoins prioritaires spécifiques**.

Plusieurs PDI ont rapporté que l'assistance financière leur permet de développer des activités génératrices de revenus, particulièrement le **commerce, développant ainsi leur autosuffisance et autonomie financière**. En effet, selon l'évaluation de l'OIM, le revenu médian provenant des **propres entreprises ou de la commerce régulière** des PDI en site ayant rapporté ces sources de revenus atteint un **montant similaire au revenu médian de l'aide humanitaire**, qui dépasse largement le revenu médian d'autres sources, comme démontré dans le tableau ci-dessous. Néanmoins, le commerce a été moins fréquemment rapporté que d'autres sources de revenus, telles que l'aide humanitaire, le travail journalier ou les prêts.

Le commerce est fréquemment perçu comme un moyen de financer la **scolarisation des enfants**, l'éducation étant l'un des besoins prioritaires les plus exprimés. Ce besoin est particulièrement souligné par les femmes déplacées internes, qui font état d'un **manque de ressources pour couvrir les frais de scolarité**. L'aide financière a également été perçue par les PDI comme une modalité d'assistance bien adaptée au paiement d'un logement hors site, facilitant le départ des sites si le montant délivré est suffisant pour financer cette relocalisation. Par ailleurs, le **soutien en abris** a été le type d'assistance le plus rapporté (**75%**) par les ménages déplacés en site.⁷

% de ménages PDI en site par top 5 sources de revenus et revenu médian en HTG par source durant les 30 jours avant la collecte des données⁸

Aide humanitaire	40%		15 000
Travail occasionnel ou journalier	34%		1 000
Prêts ou soutien de la famille et des amis (à l'exclusion des envois de fonds)	32%		3 200
Prêts, soutien ou dons de charité de membres de la communauté (à l'exclusion de l'aide humanitaire)	17%		3 000
Revenus de sa propre entreprise ou commerce régulier	15%		10 000

85%

des ménages PDI en site ont rapporté **l'argent en espèce** comme modalité d'assistance préférée⁶

“

Si c'est la nourriture que nous avons, nous pourrions la finir au bout de quelques jours [...] Mais si nous avons l'argent, nous pouvons au moins créer quelque chose de rentable, et à partir de là, nous pourrions nous soutenir seuls. Il faut aussi que nous nous débrouillions, nous ne pouvons pas rester à vivre éternellement dans l'assistance. »

PDI Femme cheffe de ménage

“

L'assistance monétaire est plus adaptée, parce qu'on constate que les bénéficiaires ont réalisé beaucoup de choses avec ces aides financières, ils font des petits commerces avec ce qu'on leur donne. »

Informateur clé- autorité local

^a les répondants ont pu choisir plusieurs options comme modalité d'assistance préférée dans l'outil quantitatif

“

Ce dont j'aurais besoin ... c'est d'un peu de ressources financières afin de venir en aide à mes enfants, car ils sont encore à l'école ... J'aimerais avoir un peu d'argent pour payer l'école de mes enfants et leur procurer tout ce dont ils ont besoin. »

PDI Femme cheffe de ménage

“

La seule solution que je pourrais trouver c'est retourner chez moi, que je trouve un business afin de trouver une source de revenus qui me permettrait de prendre soin de mes enfants et de moi. »

PDI Personne âgée

“

Avec l'argent, je peux toujours faire du commerce en marchant ou assise, comme je vends bien je rejoins un sol et nous développons le commerce, et je pense aussi que j'aurai de l'argent pour louer une maison pour quitter l'espace et améliorer mes conditions de vie. »

PDI Femme cheffe de ménage

Écart entre les valeurs de transferts et les attentes des PDI

Bien que les PDI préfèrent l'aide financière à l'aide en nature, **un écart important persiste entre les montants d'assistance fournie et leurs attentes.** Parmi les 34% des ménages PDI ayant reçu une assistance dont ils n'étaient pas satisfaits, **93% ont cité l'insuffisance de l'aide** reçue comme raison de non-satisfaction.⁹ En tenant compte de l'aide financière, le revenu médian de 15 000 HTG provenant de l'aide humanitaire, rapporté par l'évaluation de l'OIM des PDI en site ainsi que par plusieurs PDI de l'étude qualitative, est inférieur à la valeur de transfert de **\$240 USD (32 400 HTG)** sur deux cycles pour les PDI en situation de crise recommandée par le *Cash Working Group*. Par ailleurs, le **MEB non-alimentaire d'urgence** s'élève à **30 465 HTG** dans la ZMPAP, un montant supérieur au MEB non alimentaire national de 26 407 HTG.¹⁰ Enfin, les résultats de l'ICSM ont montré que certains coûts du MEB pourraient être soumis à des fluctuations, comme dans le cas des biens d'abris, dont les prix ont augmenté de 224% entre septembre et décembre 2024. En effet, **46% des vendeurs** enquêtés par l'ICSM en décembre ont rapporté que **certains clients ne peuvent pas se permettre les articles disponibles.**¹¹

En plus des coûts élevés des articles de base, certains PDI enquêtés ont mentionné la **pression de partager l'aide financière** qu'ils reçoivent avec d'autres PDI ou de **l'utiliser pour payer des dettes** déjà accumulées. En outre, malgré la liberté qu'offre l'assistance financière en termes d'adaptation aux besoins prioritaires des PDI, certains ICs ont mis en exergue le **manque d'éducation financière**, ce qui les rend plus susceptibles d'épuiser rapidement l'argent sur des besoins perçus comme non essentiels par les ICs interrogés.

L'insuffisance de l'aide financière semble particulièrement marquée pour **l'assistance à la relocalisation.** Certains PDI ont eu la perception que les montants alloués à la relocalisation sont inférieurs aux loyers demandés par les propriétaires dans les zones perçues comme sûres. Les IC ont également proposé des montants compris entre **100 000 et 150 000 HTG** pour faciliter la relocalisation. Par ailleurs, en exprimant un manque de confiance dans les mécanismes de relocalisation, les IC ont estimé que les transferts monétaires destinés à la relocalisation pourraient faciliter le **détournement de l'aide** (par les propriétaires par exemple) **ou être utilisés par les PDI à d'autres fins.**

32 400

Valeur de transfert recommandés par le CWG pour les PDI (\$240 USD)¹²

15 000

Revenu médian (HTG) provenant de l'aide humanitaire parmi les PDI en site¹³

100 000

Valeur de transfert (HTG) fixé par le ministre délégué aux affaires sociales et à l'aide humanitaire pour l'aide au loyer¹⁴

Argent mobile exprimé comme modalité d'assistance la plus efficace

La majorité des PDI ont rapporté qu'ils préfèrent l'aide financière envoyée à travers les téléphones sous forme d'argent mobile (MonCash, Natcash etc). Ces types de transferts ont été décrits comme **efficaces, accessibles, bien communiqués et transparents** grâce à l'utilisation des cartes d'identité. Néanmoins, certains PDI ont quand même noté des problèmes de recharge des téléphones ou le manque de carte d'identité tel que l'acte de naissance. Cette préférence se reflète dans les résultats quantitatifs de l'OIM, qui montrent que les PDI en site privilégient nettement l'utilisation de l'argent mobile pour leurs dépenses, bien plus que d'autres groupes de population.

% de ménages ayant mentionné des **dépenses par argent mobile** par groupe de population¹⁵

PDI en site		39%
Communauté hôte		11%
PDI hors site		9%

“

J'avais des dettes, j'ai acheté au crédit pour nourrir mes enfants donc j'ai payé avec l'argent maintenant je n'ai plus rien puis cela fait plusieurs mois que cela s'est arrivé. »

PDI Personne âgée

“

Parce que [les acteurs humanitaires] ont donné l'argent au propriétaire de la maison pour la majorité des gens sélectionnés et ils ont ensuite donné l'autre partie aux gens qui sont sur le site afin qu'ils fassent du commerce et qu'ils puissent acheter d'autres petits trucs mais la majorité de l'argent se trouve entre les mains du supposé 'propriétaire de la maison', référé par le PDI en question. »

Informateur clé- acteur communautaire

“

Moi, je connais un monsieur qui a cherché une pièce de maison dans la zone de Delmas, le propriétaire lui a demandé 125 000 HTG après négociation... Donc, si une ONG te donne 50 000 HTG pour aller chercher une maison à louer, ou nous envoie-t'elle? Dans les zones défavorisées? ... Même avec 100 000 HTG, c'est la même chose, n'en parlons pas pour 50 000 HTG ! »

PDI Femme cheffe de ménage

98%

des ménages PDI en site ont rapporté que les **agents d'argent mobiles** (MonCASH, Natcash etc) constituent **les services financiers les plus accessibles.** Ceci est suivi par les services formels de transfert d'argent (Westren Union, etc.) (73%)¹⁶

71%

des ménages PDI en site ont rapporté qu'ils disposent d'un **téléphone basique** (appels, sms, mobile money, pas d'accès internet). **35%** ont rapporté qu'ils disposent d'un **smartphone**¹⁷

Défis pour une assistance inclusive, redevable et sûre

Concernant les difficultés d'accès à l'aide financière, certains PDI consultés ont exprimé leur frustration **d'avoir été inscrits sans jamais rien recevoir**. Selon les IC, ceci pourrait être lié soit à un **manque de capacité des acteurs humanitaires** à atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires, soit à un **manque de communication sur les critères de ciblage**. De façon générale, **19%** des ménages déplacés en site ont pensé que **l'aide ne va pas aux personnes les plus nécessiteuses**, citant plus souvent les nouveaux arrivés (26%) et les ménages dirigés par les femmes (20%) comme les groupes de population perçus comme les plus exclus de l'aide.¹⁸

% de ménages en site pensant que l'aide ne va pas aux personnes les plus nécessiteuses par top cinq groupe de population perçus comme n'ayant pas accès à l'aide humanitaire dont ils ont besoin¹⁹

Nouveaux arrivants	■	26%
Préfère ne pas répondre	■	26%
Ménages dirigés par les femmes	■	20%
Personnes âgées	■	16%
Femmes enceintes	■	15%

Concernant la **gestion de l'aide financière**, certains PDI étaient de l'opinion que l'aide financière ne devrait pas être distribuée par les acteurs communautaires. À l'inverse, certains acteurs communautaires ont défendu leur rôle dans le processus, réclamant qu'ils assuraient un meilleur suivi des assistances fournies.

Risques de protection

Bien que les PDI et les IC aient reconnu que les transferts monétaires permettent d'éviter les risques de violence fréquemment associés aux distributions en présentiel, certains PDI ont toutefois signalé les **risques de vol** lorsqu'ils devaient quitter les sites pour retirer l'argent après avoir reçu des transferts. Bien que ces préoccupations aient été soulevées uniquement en rapport avec les retraits bancaires, et non avec les services de transfert d'argent mobile, **les déplacements nécessaires pour récupérer l'argent liquide pourraient rendre les bénéficiaires plus vulnérables aux risques de sécurité**.

En outre, les IC ont également observé des **problèmes de liquidité** lorsque plusieurs PDI tentent de retirer l'argent simultanément. D'autres ont remarqué la **mobilité réduite des personnes en situation de handicap** comme une barrière pour recevoir l'argent en liquide à la suite des transferts par téléphone.

L'insécurité lors du déplacement avec du cash pourrait se reproduire **au niveau des marchés** aussi face à la risque posée par la présence des groupes armés. L'insécurité dans les marchés et l'insécurité pour s'y rendre ont été rapportées respectivement par 15% et 14% des PDI en site comme des barrières d'accès aux marchés.²⁰ Ces risques d'insécurité ont été reflétés au niveau des vendeurs enquêtés dans la ZMPAP pour l'ICSM aussi. Ceci pourrait indiquer que même avec des barrières d'accessibilité minimales à l'aide financière, **les risques sécuritaires qui empêchent l'accès aux marchés pourraient réduire les capacités des PDI en site à s'approvisionner en besoins essentiels**.

“

Certains ont reçu de l'argent et d'autres non, ils ont annulé certains non sans donner d'explications... [Les PDI] pensent qu'après l'enregistrement on va leur donner de l'argent. »

Informateur clé- autorité local

“

Ils nous ont dit qu'ils ont fait le dépôt pour lui sur mon cash, or c'est faux! on a vérifié, on n'a rien trouvé... Il semblerait qu'à peine trois, quatre personnes ont reçu cet argent sur le site, mais pas la majorité de tous les inscrits. »

PDI Personne âgée

“

Mais si tu veux donner de l'argent aux gens, il faudrait que tu nous avertisses, nous, [les acteurs communautaires], de la liste de gens que tu as sélectionné. Parce que tu veux leur donner de l'argent mais tu ne vis pas dans le camp, c'est moi qui vis dans le camp avec eux. »

Informateur clé- acteur communautaire

“

Tu peux aller chercher de l'argent à la banque et être braqué sur le chemin du retour, après avoir pris cet argent ... ils peuvent carrément te dire de leur donner la somme exacte de l'argent que tu viens à peine de prendre. »

PDI Nouveau arrivant

“

Car, je suis handicapé. Je ne peux pas courir si le cas le nécessite en sortant pour aller chercher l'argent sur moncash. »

PDI Personne en situation handicap

23%

des IC au marché de **Cité Soleil** ont rapporté que des affrontements actifs ont empêché les clients d'atteindre les marchés au cours de la dernière semaine avant la collecte²¹

APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE

L'étude a reposé sur une approche qualitative, s'appuyant sur des entretiens individuels menés auprès de PDI vivant dans les sites ainsi qu'avec des Informateurs Clés (IC) impliqués dans la réponse humanitaire. Cette étude doit être considérée comme indicative en raison de sa nature qualitative. La collecte de données s'est déroulée sur 2 sites choisis aux profils différents entre le 30 octobre et le 6 décembre 2024.

Des entretiens individuels semi-structurés avec les personnes déplacées internes (n=24) ont été réalisés avec des groupes de population pré-identifiés comme vulnérables. Les groupes de population suivants ont été identifiés :

- Femmes cheffes de ménage ;
- Personnes âgées ;
- Personnes en situation de handicap ;
- Nouveaux arrivants sur les sites ;

Des entretiens avec des informateurs clés (n=11) ont également été conduits avec des acteurs impliqués dans la réponse humanitaire dans les sites, notamment:

- Autorités locaux: représentants d'institutions publiques gouvernementales ;
- Acteurs communautaires: représentant.es des PDI dans la gestion des sites ;
- Acteurs humanitaires: des ONG locales et internationales ;

La sélection des répondants et des informateurs clés a été réalisée à travers une approche d'échantillonnage par choix à travers l'acteur humanitaire gérant le site ainsi qu'une approche boule de neige.

Limites

En raison de la barrière linguistique, la collecte, la traduction, et l'analyse des données ont été faits par des différents membre de l'équipe. Il est donc probable que l'analyse finale manque de détails subtils et spécifiques. De plus, la partialité potentielle des acteurs humanitaires dans le choix des répondants pourrait influencer les résultats de cette étude.

NOTES DE BAS DE PAGE

¹ OIM, [DTM : Situation de Déplacement en Haïti \(Round 9\)](#), décembre 2024

² Ibid

³ OIM, [Suivi des urgence \(ETT\) 52.2 Mise à jour sur les déplacements suite aux violences armées dans la ZMPAP](#), novembre 2024

⁴ Cluster CCCM, [Tableau de bord interactif](#), janvier 2025

⁵ OIM, DTM: [Haïti — Evaluations des besoins multisectoriels des PDI et leurs communautés hôtes — Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés](#), septembre 2024

⁶ Ibid

⁷ OIM, DTM: [Haïti — Evaluations des besoins multisectoriels des PDI et leurs communautés hôtes — Focus sur la Redevabilité et la Communication](#), septembre 2024

⁸ Ibid, OIM, Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés

⁹ Ibid, OIM, Focus sur la Redevabilité et la Communication

¹⁰ REACH, [Panier de dépense minimum \(MEB\) Non-Alimentaire et](#)

[Calcul de Valeur de Transfert à travers l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés \(ICSM\)](#), décembre 2024

¹¹ Ibid, REACH

¹² REACH, [Panier de dépense minimum \(MEB\) Non-Alimentaire et Calcul de Valeur de Transfert à travers l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés \(ICSM\)](#), septembre 2024

¹³ Ibid, OIM, Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés

¹⁴ Cluster ABNA, Compte Rendu réunion, janvier 2025

¹⁵ Ibid, OIM, Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés

¹⁶ Ibid, OIM, Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés

¹⁷ Ibid, OIM, Focus sur la Redevabilité et la Communication

¹⁸ Ibid, OIM, Focus sur la Redevabilité et la Communication

¹⁹ Ibid, OIM, Focus sur la Redevabilité et la Communication

²⁰ Ibid, OIM, Focus sur l'accès aux liquidités et aux marchés

²¹ Ibid, REACH

En collaboration avec:



Financée par:



À PROPOS DE REACH

L'Initiative REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs humanitaires à prendre des décisions basées sur des données probantes dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. Les méthodologies utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires et l'analyse approfondie, et toutes les activités sont menées par le biais de mécanismes de coordination inter-agences.

REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et du Programme des Nations Unies pour la formation et la recherche - Application opérationnelle des satellites (UNITAR-UNOSAT).